Déclaration de la Conférence paneuropéenne de la FSESP sur les services sociaux et de santé
Une amélioration des conditions de travail est porteuse de soins de santé de qualité

Les applaudissements doivent impérativement laisser la place à des mesures concrètes pour sauver le secteur des services sociaux et de santé

Nous, délégués à la Conférence paneuropéenne de la FSESP sur les services sociaux et de santé, appelons à améliorer d'urgence les conditions de travail du personnel dans ces domaines avant qu'il ne soit trop tard. Une amélioration des conditions de travail est porteuse de soins de santé de qualité !

La pandémie de Covid-19 a exacerbé les problèmes existant dans les services sociaux et de santé, mis en évidence de longue date par la FSESP et ses affiliés. Parmi ceux-ci figuraient un manque d'investissement, les privatisations, les mesures d'austérité, un faible taux de couverture conventionnelle et un mépris multiple envers la protection de la santé et de la sécurité au travail. Ces problèmes ont conduit à une détérioration des conditions de travail, qui a accentué les pénuries de main-d'œuvre. Selon Eurofound, 2 millions de professionnels de santé manquent à l'appel rien que dans l'UE, tandis qu'à l'échelle mondiale, le déficit atteindra environ 180 millions de personnes en 2030. De plus, la majorité des pays européens font état de pénuries de main-d'œuvre dans les soins de longue durée, et la situation s'aggrave en raison de la demande provenant d'une population vieillissante. De nombreux professionnels ont déjà quitté le secteur en raison des mauvaises conditions de travail et ils sont plus nombreux encore à l'envisager, alors que les taux d'admission aux formations reculent.

Cette situation devrait alarmer les pays et les dirigeants concernés, qui ne sont pas conscients de l'urgence du problème.

Dans la région pan-européenne, nous observons un malaise généralisé chez les travailleurs des services sociaux et de santé. De la consultation relative à un mouvement de grève dans le NHS au Royaume-Uni à la menace d'une démission massive en Finlande, en passant par une manifestation nationale des professionnels de la santé en Italie et en France, la région est confrontée à un mécontentement grandissant dans les services sociaux et de santé.

Le personnel qui travaille dans ce secteur ne peut pas attendre qu'il s'effondre faute d'effectifs suffisants. Les problèmes sont urgents et doivent être résolus maintenant.

À cette fin, nous appelons les dirigeants politiques et les employeurs à :

- Prendre conscience de l'urgence de la crise qui touche les services sociaux et de santé
- Négocier avec les syndicats les mesures permettant d'assurer des effectifs adéquats fondés sur les besoins ;

- Garantir des financements et des investissements publics suffisants pour que les travailleurs des services sociaux et de santé puissent prodiguer des soins de qualité correspondant aux besoins des bénéficiaires des soins ;
- Négocier avec les syndicats pour que les travailleurs perçoivent des salaires convenables, tenant au moins compte de l'inflation ;
- Exclure la santé et les soins de toute mesure d'austérité ;
- Promouvoir le dialogue social et la négociation collective. Cet aspect est déterminant non seulement pour améliorer les conditions de travail, mais aussi pour garantir des soins de qualité centrés sur le patient. Les employeurs (HOSPEEM) et les syndicats (FSESP) européens ont adopté un cadre d'actions sur le recrutement et rétention de personnel qui indique la marche à suivre ;
- Protéger les services sociaux et de santé en tant que bien public, empêcher la commercialisation de la santé et des soins, et faire en sorte que les bénéfices éventuels soient intégralement réinvestis pour améliorer les conditions de travail et les prestations de soins de santé. Il faut revenir sur la commercialisation du secteur pour préserver sa résilience et se concentrer sur les droits des bénéficiaires des soins ;
- Accroître la protection de la santé et de la sécurité au travail, y compris contre les risques psychosociaux (santé mentale), ainsi que le financement des contrôles qui s'imposent pour que les lieux de travail soient sains ;
- Promouvoir la négociation collective et protéger les travailleurs et les syndicalistes contre les activités antisyndicales ; interdire l'accès aux fonds publics aux entreprises dépourvues de convention collective ;
- Réduire les inégalités en matière de santé en garantissant un accès universel aux services de santé ;
- Rétablir le caractère public des services de soin et prendre conscience du rôle essentiel joué par les services sociaux dans nos sociétés ;
- Concevoir des mesures adéquates pour aider les travailleurs souffrant d'affections post-Covid (comme un Covid long).

Sur le plan paneuropéen, nous appelons à :

- Une contribution active à l'élaboration du traité sur la santé, qui devrait traiter des pénuries de personnel ;
- Une amélioration de la coopération entre les organisations européennes compétentes, dont les bureaux de l'OMS et de l'OIT pour l'Europe, le Conseil de l'Europe et les institutions de l'UE, pour s'atteler aux problèmes du secteur de la santé ;
- Une protection des données médicales en vertu des règlements applicables en vigueur et à venir ;
- Une hausse du financement provenant des institutions de l'UE afin d'améliorer la formation, les conditions de travail et la situation des professionnels de la santé et des soins en termes de santé et de sécurité ;
- Une directive spécifiquement consacrée aux risques psychosociaux pour protéger les travailleurs contre le stress et les syndromes d'épuisement professionnel causés par le travail ;
- Un comité de dialogue social sectoriel pour les services sociaux, comme le demandent la FSESP et les employeurs sociaux ;

- La mise en œuvre du socle européen des droits sociaux, et plus particulièrement le droit à la santé et aux soins ;
- La reconnaissance de la Covid-19 comme maladie professionnelle, suivant la recommandation du Comité consultatif sur la santé et la sécurité au travail ;
- Une amélioration et une poursuite du dialogue entre les institutions de l'UE et la FSESP.

Outre les revendications ci-dessus, la conférence plaide en faveur d'un appel à l'action à Bruxelles le 9 décembre, à l'occasion du Conseil européen de la santé.

Adoptée à Bruxelles le 24 octobre 2022

La FSESP est la Fédération syndicale européenne des services publics ; elle représente près de 8 millions de travailleurs, dont la grande majorité travaille dans le secteur des services sociaux et de santé.